

LE DEBREDINOIR

FAITES DES
BEBES

LA FRANCE EN
A BESOIN



-l'esperanto
 -giscard à Vichy
 -fluorine à Nizerolles
 (suite)

-l'énergie nucléaire,
 une nécessité?
 -le renvoi des livrets
 militaires

libre-expression , contre-information

SOMMAIRE

EDITO

Edito	p. 2
Giscard à Vichy	p. 3
Naufrage	p. 4
Renvoi de livrets militaires	p. 5
Gardarem Lo Larzac	p. 5
Les Bredins informent....	p. 6
Chateau de la Mothe	p. 7
Oui, bof...	p. 7
Réponse de Rougeron	p. 7
Nizerolles	p. 8 et 9
Comité Montagne Bourbonnaise	p. 10
Lip	p. 10
Balouchistan, la guerre oubliée	p. 11
Espéranto	p. 12
Cologi	p. 13
Nucléaire	p. 14, 15
Changement de quai	p. 16



changer de quai
changer de gare
se voir marinier
larguer les amarres
aimer la folie
aimer le hasard
te voir jolie
rêver de ton regard
te sachant inconnue
impatient de savoir
nos êtres mis à nus
pour mieux se voir
Mais, mais.....
sans se déchirer
de sourdes possessions
j'aime notre liberté
conjuguée à nos passions
alors au diable les préjugés
remettons tout en question
pour notre souci d'aimer
et qu'importe la façon

Fantasme



On vient de s'engueuler à propos d'un article que nous avons reçu rendant compte d'une réunion à Theneuille qui a eu lieu le 28 octobre. Cet article n'est pas passé le mois dernier, parce que son style gênait plusieurs personnes : "Si y vont chez le Toine ou chez la Gustine, y sont vieux et y compr'nont rien, ouais ça qu'pourré ét' dangereux, faudra s'en méfier". Raille-rie volontaire ou souci d'authenticité mal interprétée ? On avait alors décidé de le passer avec une réponse immédiate. Et puis, on (?) a décidé que quelqu'un (??) devait écrire à son auteur pour lui exposer notre point de vue. Ca n'a pas été remis sur le tapis :

Gilles : on le passe avec une réponse.
Gérard : je ne suis pas d'accord sur ce procédé. Ce sont toujours les mêmes qui répondent. On pourrait attendre le numéro suivant pour donner une réponse. Nous aurions peut-être une réponse d'un lecteur.

Philippe : On le passe tel quel, on n'a pas d'information sur cette région. ... Et comme on n'a plus le temps de refaire la maquette, on a évacué le problème... jusqu'au prochain article ambigu ! Si vous avez des idées sur ce genre de choses, n'hésitez pas à nous en faire part, on est loin d'avoir tout résolu. On en profite pour vous rappeler que vous avez le droit (pour vos éternités), d'envoyer vos critiques, observations, suggestions et articles, ça va de soit.

Autre chose : on s'est permis de résumer le texte sur le Balouchistan, avec l'accord de son auteur. Le dossier complet, trop long pour être publié, reste à la disposition de tous les lecteurs qui en feront la demande.

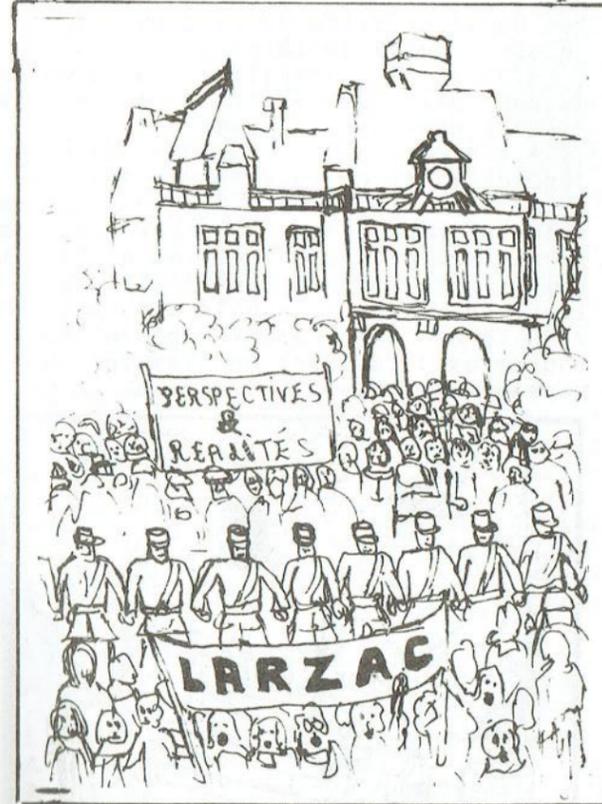
Ah oui, il était quand même chouette le n° 13 ! La preuve, tous les numéros, ou presque ont été vendus, et très rapidement. Le contenu a plu par son aspect local, et, en plus, il y avait des photos. Manque de pot, il y a peu de "photographes" parmi les "habituels" de la fabrication du journal. Alors, les artistes du Kodak et des téléobjectifs, à vos pellicules, à vos agrandisseurs, on a besoin de votre concours pour égayer le canard de vos chefs d'oeuvre.

SELLIG, JO, JAQ.

Même si vous signez d'un pseudonyme, n'oubliez de préciser vos nom et adresse, sinon nous ne pouvons prendre la responsabilité de publier l'article.

GISCARD A VICHY

Le bon peuple accourt, soit pour applaudir, soit pour présenter ses doléances. Mollement. Ne pas choquer surtout ! Demain (enfin après un certain "grand jour") l'opposition d'aujourd'hui n'aimerait pas trop que celle de demain manifeste trop. Alors, les "grands" syndicats ont sorti leurs banderolles de service et ont défilé en nombre, en évitant, avec une délicatesse quasi-démagogique, le cortège présidentiel. On a tellement pris l'habitude de la centralisation qu'il semble évident de remettre une pétition au Sous-Préfet qui la fera passer au Préfet, qui la fera passer à l'Elysée (qui la fera passer à la poubelle). Mais arrivons-en à nos moutons tout était ordonné, responsable. Les gentils organisateurs de la contestation analysée ont défilé en ordre. Les C. R. S. se méfiaient. Or nous a pas fait venir de si loin de Lyon pour rien, il paraît, c'est le chef qui l'a dit, que des mecs du Comité Larzac ont fait une grève de la faim en occupant une église. Les copains les ont vidés mais avec trop de ménagement, ils sont trop bons.

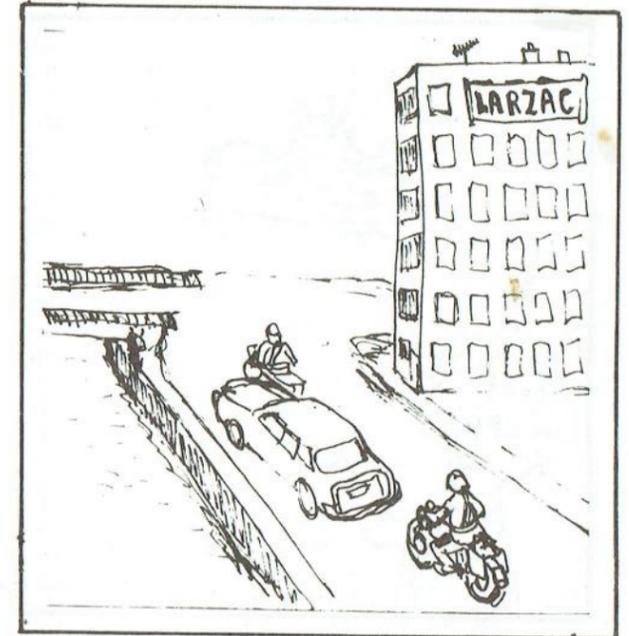


MANIFESTATION DEVANT LES PORTES DE LA MAIRIE

Il avait raison ce brave homme, de terribles autonomes étaient là, armés jusqu'aux dents d'imagination et de ballons!!! Les CRS (heureusement trois à quatre fois plus nombreux) étaient effrayés. On a même entendu une jeune recrue (faut bien vivre, avec ce chômage !) dire : "Ils vont charger, chef !"

Heureusement les forces de l'ordre ont coincé celles de la non-violence dans une rue proche de la place de la mairie. Et les manifestants ont alors sauvagement lâché leurs ballons en criant :

- Des moutons, pas de canons !
- Et sont allés même jusqu'à l'irrévérencieux :
- Pétain, Giscard, même combat !



GISCARD SE REND BIEN ENCADRE AU PALAIS DU LAC...

Vous vous rendez compte, à Vichy on ne respecte rien ! Un de ces dangereux terroristes avaient pu s'immiscer parmi les jeunes giscardiens et arriver sous la banderolle, "Club Perspective et Réalité : Bienvenue à Giscard" s'est mis à scander : "Larzac vivra" et autres propos de ce genre. Comme me disait, un jeune homme bien : "Quand on n'est pas d'accord, on a la politesse de se taire..." La politesse se perd aussi. Il y a des impolis partout, même du côté des Causses qui refusent, qu'on leur prenne leur terre. Qui refusent de

voir un camp militaire à la place de leur troupeau. D'après Bourges, ministre des armées, (article paru dans la Montagne) un camp militaire ça pollue moins que l'agriculture ! (Un char au milieu d'un champ moissonné, d'un troupeau de brebis, comme cela se produit au Larzac, y'a rien de plus naturel !).

Enfin on a eu chaud, nous, Vichyssois pouvons être fiers, le filtrage était bien fait et n'importe qui ne pouvait pas approcher de l'hôtel de ville les manifestants étant tenus à distance, le bruit des applaudissements pouvaient, presque, couvrir les slogans. "Presque" parce qu'ils crient incroyablement fort ! Comme s'ils étaient à plaindre, il y a une crise internationale, et ces rétrogrades iraient refuser les énergies d'avenir. Un de ces "chevelus-barbus" (celui-là était presque propre, j'ai pu l'approcher !) m'a dit que la prochaine fois ce n'est pas un radeau qu'il faudrait sur le lac d'Allier, mais une arche de Noé-abri-atomique. Je n'ai rien compris Impolis et hermétiques, des gens à ne pas fréquenter.

COCO



Nous avons été surpris par la police alors que nous quittions les lieux. Je suis resté à quelques mètres du radeau. Je ne me suis pas manifesté, les agents ne m'ont pas vu, et j'ai ainsi pu entendre leur conversation.

Je n'ai rien d'autre à déclarer. "Tous trois, nous avons été relâchés après deux heures d'échanges courtois et amicaux avec les agents présents: preuve que nos actions non violentes ont une certaine efficacité. (Jeudi 7 Décembre, il y a eu malgré tout un radeau dans l'Allier, qui s'est échoué près de la Rotonde)

G. (copain de R et K, cités ci dessus.)

NAUFRAGE

Deux heures du matin, la veille de l'arrivée de Giscard à Vichy...

Un coin de terrain vague, près d'un hangar désaffecté, sur les berges du Sichon, à quelques pas du confluent de l'Allier et du Sichon.

Camouflés au milieu des ronces, trois gros bidons de fuel lestés de béton et réunis par des planches. Des litteaux de bois dépassant du tout.

- "Chef, qu'est-ce qu'ils peuvent bien faire avec ce truc là?"

- Sais pas..."

Le brigadier tourne autour du vieux hangar, découvre un creux de la grosseur d'un parpaing dans un mur...

- "Qu'est-ce qu'il y a, chef?"

- Ils sont cachés à l'intérieur

- Faut appeler les renforts!

- Ou'est-ce qu'ils peuvent bien faire avec ce truc là?"

- Brigadier, regardez, ils remontent dans leur camion..."

Au poste:

- Réveiller un inspecteur une nuit pareille!... Nom?... Lieu de naissance?

Nom de jeune fille de la mère?...

Qu'avez vous à déclarer?...

- "J'ai été sensibilisé au problème du camp militaire par la marche sur Paris des paysans du Larzac."

A l'occasion de la venue du président de la république, avec mes amis R et K, j'eus l'idée de fabriquer un radeau que nous aurions mis à l'eau dans la journée de demain. Le courant l'aurait emporté jusque dans le lit de l'Allier. Les liteaux de bois auraient servi à tendre des grandes banderolles recouvertes d'inscriptions favorables aux paysans du Larzac.



LIVRETS MILITAIRES...!

Le 20 juin dernier, 35 antimilitaristes étaient jugés par le tribunal correctionnel de Lyon. Parmi eux, un renvoyeur de papiers militaires en signe de soutien à l'égard des paysans du Larzac. Ce procès était l'occasion d'un nouveau renvoi collectif de livrets militaires (chaque procès : 10 nouveaux livrets renvoyés, tel est l'objectif que se sont fixés les défenseurs du Larzac afin d'améliorer le rapport de force). Le 20 juin nous étions 11 à accomplir le même geste. Un rassemblement de soutien à l'appel du MAN, de la fédération des objecteurs, du groupe insoumis et du comité Larzac avait lieu après le procès et regroupait les renvoyeurs qui rendaient ainsi leur geste public. A ces papiers militaires étaient jointe une lettre ouverte au Président de la République? La manifestation avait un caractère pacifiste : bilan, 60 interpellations des plus brutales. Qu'elle soit vichyssoise ou d'ailleurs, la police ne perd pas une occasion pour se livrer à des violences envers ces dangereux pacifistes! A noter aussi qu'au commissariat un inspecteur ne s'est pas gêné pour dire à un des copains du comité Larzac "si je te retrouve sur le même trottoir, passes en face sinon tu risques de tomber et de toutes façons tu ne prouveras pas que ce n'est pas un accident..." Dans la rue, les excès de zèle de la police se sont retournés contre elle ; les passants prenant parti pour les manifestants contre les policiers. Le procès en question était exceptionnel par le fait qu'il regroupait 35 cas d'infraction à l'institution militaire. Chaque procès étant l'occasion de mettre sur pied une plate-forme publicitaire au mouvement, le pouvoir développe sans doute là une nouvelle tactique.

Pour ma part, le 2ème épisode de cette affaire s'est tenu à la gendarmerie de St Germain-des-Fossés. Une lère convocation verbale pour aller reprendre je ne sais quels papiers ; mon absence se traduisit par une 2ème convocation accompagnée de pressions sur la famille ; il risque de 400 à 10 000 F d'amende, un mois de prison, 5 années de privation de ses droits civiques... Je me présentai à la gendarmerie : immédiatement le chef me mettait en garde quant à mon refus de me présenter tout en mettant en évidence son très grand libéralisme puis passa aux choses sérieuses. "Reprenez vos papiers" - "Vous n'y changerez rien" - "Le Larzac c'est prévu il se fera sans vous" - "Votre conduite déçoit votre famille" - "En France, c'est la liberté avec un grand L" - "Allez voir en RUSSIE" - "J'en ai connu un en Algérie qui refusait de porter les armes : dans une embuscade c'était lui ou les autres ; on lui a mis un fusil dans les mains et il s'en est payé quatre, mieux que tous les autres". - Il s'en mêla une discussion à sens unique sur le rôle de la police, de la défense nationale, le tout enrobé de libéralisme et servi à point. Finalement, je signai le procès verbal tout en nésachant plus très bien si j'avais à faire à des gardiens de la paix ou de la guerre...

Les renvois de livrets militaires en soutien aux paysans du Larzac ont commencé en 73. Le 28 avril 73, 60 paysans du plateau renvoient collectivement leurs livrets pour protester contre l'extention du camp militaire. Jusqu'en 75, 300 personnes s'associent de la même façon à cette lutte. Devant l'ampleur du mouvement, le gouvernement réagit et saisit les tribunaux : entre octobre 75 et janvier 77, 19 renvoyeurs furent inculpés. Les peines encourues ont souvent été au minimum de celles prévues par la loi : 400 F d'amende, mais ne sont en rien libératoires du "forfait". En renvoyant nos papiers, nous ne faisons qu'exercer une liberté fondamentale qui est celle de changer d'opinion : cette liberté étant reconnue par la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950.

Gaspiller du fric pour des camps militaires
Affirmant ainsi notre besoin de violence et de guerres ;
Ranimer des spéculations foncières sur le Causse,
Dans une région agricole moins fertile que la Beauce ;
Appplaudir aux actes de soldats étrangers,
Rampant, mitraillant, marchant, canonnant,
Est caractéristique d'un gouvernement déséquilibré
Mais premier trafiquant dans la course à l'armement.

L'armée passe à l'attaque,
On défendra pacifiquement le Larzac !

L'armée désertifie une région
Aussi vite que le cerveau de ses trouffions.
Rien ne semble pouvoir empêcher de faire d'une
Zone agricole condamnée, une base militaire de fortune.
Aidons les paysans dans leur lutte pour la vie
Car c'est aussi une lutte pour notre survie.

DANIEL

Gérard

MOULINS: Un commerce qui ne manque pas de délicatesse c'est POINT-BIJOUX du centre commercial. Dans une luxueuse brochure (qui la paie?) distribuée dans le quartier des CHAMPINS, il nous est offert des bijoux à, entre autres, 56290F. Lorsque l'on sait que sur le quartier des familles peinent pour payer leur loyer, des publicités de la sorte sont de la provocation. Que peut-on faire Face à ceux qui nous inondent de prospectus luxueux et tapageurs: refusons leur nos achats. Face à la publicité par la poste: joignons-nous à la campagne anti-publicité à domicile en retournant à l'expéditeur les enveloppes; des autocollants "contre le gaspillage du papier" peuvent être apposés sur l'enveloppe pour expliquer notre geste; pour vous en procurer écrire à:

COMBAT-NATURE BP80 24003 PERIGUEUX
 MOULINS: Après la magnifique pièce de théâtre "LOUISE MICHEL ou les œillets rouges". Savez-vous que le syndicalisme paysan bourbonnais du début du siècle fut fortement influencé par le courant anarchiste? Emile GUILLAUMIN fut en contact avec l'anarchiste Jean GRAVE. Ne retrouve-t-on pas dans son livre "Albert Manceau adjudant" cette influence? Est-il utile de préciser que GUILLAUMIN connaissait les écrits de KROPOTKINE et PROUDHON. PROUDHON qui sera mentionné plusieurs fois dans le journal des syndicalistes paysans "le travailleur rural" (des ouvrages de PROUDHON se trouveront dans la bibliothèque rurale

de TRONGET que le forgeron Jules LOISEAU créera au début du siècle). A l'intérieur du syndicat, CHAMBON et d'autres (la section de LAPALISSE) apportent les idées anarcho-syndicalistes en vogue à l'époque. Pour conclure sur nos paysans je citerai Michel BERNARD, l'un des fondateurs du syndicalisme paysan de l'Allier, qui écrivait dans un fascicule:

"Le ministre de la guerre émerge au budget pour 700 millions par an. Pour faire des retraites à peu près suffisantes aux vieux travailleurs, il aurait fallu peut-être 200 ou 250 millions par an. Impossible!... On peut dépenser sans compter pour semer la mort, mais il n'y a rien pour subvenir au besoin de la vie. Et goguenards, des messieurs haut-placés vous conseillent d'avoir beaucoup d'enfants! Farceurs, va. Ce passage a été écrit en 1910 sans commentaire).

Si je vous remémore ces faits, ce n'est pas par radotage vieillot, mais bien parce qu'ils font partie de notre histoire populaire et pour aussi rappeler que l'anarchie est une doctrine philosophique qui anima les masses. La pièce de théâtre démontre l'impact de l'esprit libertaire sur le monde ouvrier. Qui fut à la base de la CGT? Et ces paroles de l'internationale de POTIER: "il n'est pas de sauveur suprême ni dieu, ni César, ni tribun"

Jamais un mouvement ne fut autant sali, dénigré, avili que le mouvement anarchiste.... et pour cause !!!

les bredins informent
 les bredins

INTERDIT DE
 PISSEUR
 SUR CE
 PANNEAU
 DEFENSE
 D'APPROCHER
 LES
 PISCES
 ADIT DE
 LAURE

CINEMA

MOULINS: Restaurant scolaire de CHAMP-MILAN:

- le 18 janvier: événements du CHILI - les difficultés de l'Unité Populaire face à la droite et à l'argent.
- le 15 février: cinéma algérien - un jeune algérien dans sa vie quotidienne à Alger.

PHILIPPE RIES, journaliste à "Informations ouvrières", est emprisonné à Varsovie, accusé d'espionnage, alors qu'il ne faisait que son métier de journaliste. A l'Est comme à l'Ouest, c'est la liberté d'expression qui est en cause. Une pétition circule, signez-la.



Mettant en cause la presse qu'on nous fait, la société que nous subissons, à mon avis nous devons, plus que d'autres dépasser l'à peu près, le laisser aller, le laisser faire.

C'est en utilisant le savoir du spécialiste que nous démolirons ses pouvoirs ("utiliser est pris dans le sens de détourner, de subvenir") : Réfléchissons ensemble par petits groupes sur ce que nous avons déjà fait, sur ce que nous allons pouvoir faire. A propos des idées que nous combattons, de celles que nous défendons, mais aussi sur les moyens que nous pouvons utiliser pour nous documenter et informer autour de nous.

Cette confrontation, si elle s'établit entre nous, pourra éclaircir ce qui est obscur, ambigu équivoque.

Elle devrait déboucher sur davantage de rigueur dans nos manifestations entre nous et en public; et aussi dans ce que nous publions (voir erreur (s) dans le dernier n° du Débredinoir.

HENRI



A propos de la conclusion parue dans le numéro 13 à propos de Saint-Yorre, Jyété a commis une erreur et une omission:

a) il n'y avait pas de "député soi-disant socialiste", mais uniquement le Président du Conseil Général.

b) il n'a pas "à l'adresse des manifestants" dit "je vous emmerde", mais seulement à l'adresse d'entre ceux-ci qui, jouant les provocateurs, étaient venus lui crier: "dégonflé!".

Comme il n'a point pour habitude d'engueuler les citoyens, il n'aime pas qu'on le lui fasse sans raison et il réplique...

Ceci précisé, il a défendu la création d'un CES à Saint-Yorre, non pas parce qu'on l'a houspillé sur la route, mais parce qu'il y a objectivement besoin d'un CES.

Et voilà, moi aussi, comme l'écrit votre correspondant "Jyété", c'est le cas de le dire!

Georges Rougeron



LE CHATEAU DE LA MOTTE



(Suite à l'article du Débredinoir n° 11)

On n'en parle plus, mais le problème demeure.

Le Comité de Soutien aux ex-grévistes de la Mothe attire l'attention de l'opinion publique sur les pressions de toutes sortes que la direction exerce actuellement sur 4 stagiaires anciens grévistes:

-il leur est toujours interdit d'assister aux cours et les professeurs ne doivent pas les accueillir.

-au repas, les plats sont composés de telle sorte qu'ils n'aient pas leur part.

-leurs vêtements, effets personnels, affaires de toilette sont consignés dans une salle depuis le mois d'août.

-ils viennent de recevoir une lettre leur enjoignant de quitter les lieux.

Il semblerait même que pour les chasser, un recours à la force ne soit pas exclu. Etant donné la lenteur de la procédure judiciaire. Ces manoeuvres n'ont-elles pas pour but d'écoeurer les stagiaires et de les contraindre à partir avant que ne soit rendu le jugement en cours d'appel? (Celui-ci, en effet, pourrait bien ne pas être favorable à la direction du château). Ou bien par des vexations continuelles, veut-on pousser les 4 stagiaires à des actes extrêmes et répréhensibles qui permettraient à la direction de les renvoyer? Un tel acharnement dans la répression ne peut que nous indigner, alors que le temps devrait apaiser les esprits dans cette institution qui se veut au service de tous les handicapés.

Comité de Soutien aux ex-grévistes.

DE LA FLUORINE A NIZEROLLES

Dans le précédent numéro, nous vous avons parlé des recherches de fluorine en Montagne Bourbonnaise. Nous publions aujourd'hui la suite de notre enquête qui concerne particulièrement les problèmes d'information qui se sont posés lors du permis de recherche, et qui se posent maintenant avec une acuité accrue, puisqu'un permis d'exploitation est demandé par Pêchiney. D'autres éléments interviendront dans les prochains numéros. A suivre... Ne pas oublier non plus de se reporter au compte-rendu de la récente A.G. du comité de défense.

UNE ENQUETE D'UTILITE PUBLIQUE DERISOIRE ET TRONQUEE.

L'annonce de la demande en octroi d'un permis d'exploitation de mines de fluorine et substances connexes dit "permis de Régnier" a été publiée le 15 juin 78 au J.O.

Or "La Montagne" ne publiait cette demande (sous forme d'annonces légales) que le 9.7.78.

ANNONCES LÉGALES

des 3 - 4 - 5 - 6 - 7 - 8 - 9 juillet 1978

République française
DEPARTEMENT DE L'ALLIER

SERVICE DES AFFAIRES
ÉCONOMIQUES ET DU PLAN

Environnement et Tourisme
03016 Moulins cedex
MLF/MCB

AVIS AU PUBLIC

**DEMANDE EN OCTROI
D'UN PERMIS
D'EXPLOITATION
DE MINES DE FLUORINE
ET SUBSTANCES CONNEXES
DIT « PERMIS
DE REGNIER »**

Par pétition sur timbre, en date du 1^{er} février 1978, M. Guy CHAUVIERE, président du Conseil d'administration de la COMPAGNIE INDUSTRIELLE ET MINIÈRE (C.I.M.) dont le siège social est à Courbevoie (Hauts-de-Seine) 25, quai Paul-Doumer, sollicite au nom de cette compagnie, l'octroi pour une durée de cinq ans, d'un permis d'exploitation de mines de fluorine et substances connexes, dit « Permis de REGNIER », situé dans le département de l'Allier.

En exécution des prescriptions du décret n° 70.988 du 29 octobre 1970, une enquête sur cette demande sera ouverte du 3 juillet 1978 au 2 août 1978 inclus.

Pendant la durée de l'enquête, la demande et ses annexes resteront déposés à la préfecture de l'Allier où le public pourra en prendre connaissance.

Les observations provoquées par l'enquête devront être consignées sur le registre d'enquête ou m'être adressées par lettre recommandée. Les oppositions ne seront adressées par lettre recommandée ou ne seront notifiées par acte extrajudiciaire.

Les observations ou oppositions, devront être consignées, reçues ou notifiées avant la fin de l'enquête.

Les oppositions devront, en outre, être notifiées par leurs auteurs à la COMPAGNIE INDUSTRIELLE ET MINIÈRE (C.I.M.), par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ; cet avis, ou, à défaut, le récépissé du dépôt accompagné de l'avis de la poste constatant que la lettre n'a pu être remise, devra obligatoirement m'être adressé.

Moulins, le 2 juillet 1978.

Le préfet.

Pour le préfet,
Le secrétaire général
Jacques ANDRIEU.

mois; pas avant, pas après !..

-Les lettres que l'on peut envoyer à la préfecture doivent être adressées avant la date limite, sinon il faut se rendre à la préfecture du département (Moulins) afin de noter sur le registre son opposition (l'aller et retour Nizerolles-Moulins représente 140 kms).

Aucune information particulière ne semble avoir été fournie à la municipalité de Nizerolles. Quoiqu'il en soit, celle-ci, à notre connaissance, n'a jamais publié (affichage...) aucun renseignement à ce sujet, ni dans la commune ni ailleurs.

Par contre, certains conseillers municipaux se sont rendus à Moulins afin de rencontrer l'ingénieur des mines à la préfecture. Il est curieux de constater qu'ils n'ont à aucun moment, pris la peine d'entrer dans la salle où se tenait le registre de l'enquête. Les doléances des citoyens dont il sont les élus ne les intéresseraient-elles pas ? Il est aussi curieux de constater qu'ils n'ont jamais porté à la connaissance de leurs concitoyens, le fruit des entretiens qu'ils ont eu avec l'ingénieur des mines. Il n'existe, au départ aucune information contradictoire. Ce n'est qu'à la fin de l'enquête qu'on aurait pu prendre connaissance de certaines dispositions : lettres du Comité de Défense, celle de leur avocat, pétitions du Comité regroupant 1700 signatures, doléances inscrites au registre.

Afin de démontrer le caractère tendancieux et partisan du dossier de base présenté par la CIM, citons quelques extraits de la lettre adressée par le Comité de Défense au Préfet. "Nos craintes sont confirmées par l'ambiguïté du dossier déposé à la préfecture. (...) La CIM se prévaut des conclusions de l'école vétérinaire de Lyon, dont nul n'ignore qu'elles sont formellement contestées par l'école vétérinaire de Maison-Alfort, dont l'autorité et l'indépendance ne peuvent être mises en doute. (...) CIM reste également dans le vague quant aux additifs qui seront nécessaires pour une bonne séparation de la fluorine et autres minéraux constitutifs de la roche, additifs qui présentent une toxicité notoire et certaine."

Peut-être est-il regrettable que cette lettre n'ait été déposée que trois jours avant la fin de l'enquête et non au début.

DES RECHERCHES FAITES EN SECRET.

Depuis 72, ont été extrait plusieurs dizaines de milliers de tonnes de minerai. Or il

est encore très difficile aujourd'hui, alors que les travaux de recherche sont arrêtés depuis 3 ans et les travaux d'exploitation pas encore commencés, d'avoir des renseignements précis sur ces recherches. Ainsi en décembre 75 le sénateur Cluzel avait demandé à d'Ornano, alors ministre, quelles étaient les quantités extraites. A quoi il lui fut répondu... "Quelques dizaines de milliers de tonnes"...

Ce n'est que le vendredi 27 octobre 78, à la fin d'une réunion du service de l'environnement de la préfecture de Moulins, au centre départemental de l'Agriculture à Yzeure, que M. Le Mayeux (orthographe incertaine), nouvel ingénieur des Mines, déclarait en aparté à quelques personnes que le chiffre exact était de 30 000 tonnes. Trois ans pour savoir la vérité !

Autre fait notoire : aux abords de la mine, lieu dit "Régnier", la présence de celle-ci n'est annoncée par aucun panneau. Ce n'est qu'en arrivant sur le lieu même de l'extraction, qu'un ou deux panneaux indiquent l'interdiction de pénétrer. De même, il est très difficile de savoir où et comment ces 30 000 tonnes ont été transportées. On parle de chargements et de stockage dans certain lieu plus ou moins caché au regard entre Nizerolles et le Mayet.



La plupart de ces informations nous ont été fournies par le Comité de Défense et de Sauvegarde de la Montagne Bourbonnaise, dont le siège est à "La Chapelle". Ce Comité regroupe plus d'une centaine d'adhérents dans toute la Montagne Bourbonnaise et s'occupe particulièrement des nuisances qu'entraînent les mines d'Uranium et de Fluorine dans les écosystèmes. Son action consiste surtout à alerter les pouvoirs publics lors de réunions officielles et d'informer l'opinion publique sous forme d'articles dans la presse ou de débats publics (Cf N° 3 du DEBREDINOIR)

Comme bon nombre de comités écologistes, celui-ci a besoin de soutien pour vivre. Passez donc les voir : Comité de Défense et de Sauvegarde de la Montagne Bourbonnaise, gare du Pouthier, La Chapelle, 03300 CUSSET.

Enquête réalisée par Sellig et Kal



LES HOMMES POLITIQUES QUI PRENNENT LEURS ÉLECTEURS POUR DES IMBECILES.

Péronnet, député de l'Allier, un temps ministre de la "qualité de la vie" (sic) s'était toujours contenté de réponses évasives, lors de nombreuses requêtes que lui a adressées le Comité de Défense. L'une d'elles cependant se fait un jour plus précise :

... "Vous connaissez mon attachement pour notre Montagne Bourbonnaise et pour la sauvegarde de ses sites et paysages. C'est dire que je partage entièrement le point de vue que vous avez bien voulu m'exprimer et que je puis vous assurer de mon appui le plus total et de mon soutien le plus absolu. En vous remerciant de la confiance..."

On comprend mieux la veulerie de cet individu quand on voit que la lettre est datée du... 7 Mars 78 ! (5 jours avant les élections...)

Le Comité de Défense et de Sauvegarde de la Montagne Bourbonnaise en A-G

Une trentaine de membres du CDSMB étaient réunis au Mayet de Montagne en Assemblée Générale le 8 Décembre pour faire un tour d'horizon des différents problèmes de la Montagne et du Comité, parmi lesquels le plus grave est l'imminence de l'exploitation de la fluorine à Nizerolles, par Péchiney. L'avenir semble maintenant se préciser puisque l'on sait qu'il s'agirait d'extraire environ 500 000 t. de minerai représentant une valeur de 100 000 000 F. Cette mine n'emploierait guère qu'une trentaine de personnes pendant 10/15 ans. Rien entendu, ce ne sont là que des estimations, en lesquelles on ne sait pas trop si l'on peut avoir confiance, tant les services officiels ont souci d'atténuer l'affaire dans l'esprit de leurs interlocuteurs. Ainsi les services préfectoraux ne cessent d'assurer le CDSMB qu'il ne saurait y avoir à Nizerolles d'usine de traitement du minerai, l'importance du gisement ne justifiant pas de gros investissements. Rappelons à ce propos que l'opposition du CDSMB porte particulièrement sur l'implantation éventuelle d'une telle usine, dont on sait qu'elle serait très polluante. Cependant les agriculteurs de la région ne s'y trompent pas ; toutes ces promesses ce sont "des mots gentils" dira un participant. Une fois l'exploitation enclenchée comment s'opposer alors à la construction d'une usine ? comment en contrôler les effets nocifs ? M. Rousseau, Conseiller général, a confiance dans les analyses de laboratoire, elles seront un moyen de contrôle et un recours. Certes, mais les labos du service des Mines ne divulguent pas leurs analyses. Pourquoi ? Le CDSMB s'est déclaré prêt à tenter des poursuites administratives et judiciaires si une usine de traitement s'installe en corollaire avec la mine. Pour l'instant il va falloir attendre le résultat de la demande du permis d'exploitation.

Cette lutte ponctuelle menée par le CDSMB était qualifiée d'"exemplaire" par M. Michel, président de l'APENA à laquelle le Comité est affilié. Le travail mené depuis 5 ans, le nombre d'adhérents sont là pour en témoigner. Cependant, la réponse faite par M. Roudillon, président du Comité, à un militant qui demandait que l'A.G. prenne position sur le problème du Larzac, en soulignant l'analogie du combat des paysans bourbonnais avec celui des paysans du Larzac, ne laisse pas d'être inquiétante : "Le Larzac, c'est politique ; l'aspect politique on s'en fout ; s'il faut prendre position, je démis-

sionne". Que le CDSMB se refuse à prendre position sur ce problème, c'est son droit le plus strict, et M. Michel l'a souligné. Mais que son président prétende que la lutte contre Péchiney soit "strictement apolitique", que "la Montagne qui travaille" n'a rien à faire avec "les barbus et chevelus" qui suivaient le cortège Larzac, n'a pas manqué de soulever des questions, malheureusement restées sans réponse. Certains rappelèrent que les paysans du Larzac, à l'origine de leur combat, avaient la même position ; d'autres que des chevelus et barbus avaient souvent collé les affiches du CDSMB. Car enfin, que signifient ces partages idiots entre paysans et autres ? entre chevelus et cheveux courts ? Est-ce l'objectif de la lutte ? Les paysans du CDSMB gagneront peut-être leur combat. Si ils veulent bien travailler de concert avec les autres associations écologiques et ne pas refuser a priori celles qui se déclarent ouvertement politiques. Il y a de multiples combats sur le terrain. Mais il y a un combat pour "la liberté de vivre et de décider au pays".

Compte-rendu : KAL



La Fédération P.S.U. du Puy-de-Dôme avait décidé d'organiser la vente de montres LIP tous les lundis de novembre et décembre. Cette vente était annoncée par des tracts et par des articles parus dans la Montagne. Lundi 13 novembre les forces de police appréhendent deux hommes, Michel Prévost et Jean Lajonchère, responsables politiques et syndicaux ! Leurs véhicules sont fouillés, leurs domiciles perquisitionnés. Soixante trois montres, d'une valeur de 12000 francs, sont saisies par la police. Le lendemain, ils sont interrogés au commissariat général par la police judiciaire agissant sur commission rogatoire du juge de Besançon. Cette affaire montre, une fois de plus, que le pouvoir veut par tous les moyens isoler la lutte de LIP.

NIC

BALOUCHISTAN

LA GUERRE OUBLIEE

RESUME DE L'ARTICLE QUI NOUS EST PARVENU :

Les Baloutches ! un peuple indépendant par la culture, la langue, l'organisation sociale ? Un peuple exploité : Ils vivent en tribus d'agriculteurs et de semi-nomades très pauvres sur un sous-sol très riche exploité par les provinces "développées" du Pakistan. Un peuple qui n'a jamais été colonisé dans les faits par les Anglais et qui refuse depuis 1948 la domination du Pakistan ; 30 ans de lutttes pour RESTER BALOUTCHES ; Ils ne veulent pas que la bourgeoisie des autres provinces exploite leur sous-sol, les dirige, les opprime et détruise leur spécificité culturelle . Malgré 100 000 hommes engagés par l'armée au Balouchistan, un armement ultra-moderne, les rebelles avec l'appui de la population locale réussissent à mettre en échec l'armée.

Evidemment la répression est féroce : Villages rasés, femmes violées et massacrées avec leurs enfants, troupeaux mitraillés, exécutions, camps de concentration, tortures (3 000 hommes et femmes ont été obligés de se réfugier en Afghanistan dans des conditions misérables).

Les Baloutches ne veulent pas l'indépendance mais un fédéralisme véritable : des structures politiques et sociales propres. Mais les dirigeants pakistanais refusent ces revendications : Ils maintiennent par la dictature un état centralisé et veulent garder l'unité du Pakistan et l'exploitation du sous-sol du Balouchistan.

Le Front de Libération du Peuple Baloutche est totalement indépendant d'aides étrangères. Il ne veut pas être "récupéré."

Mais le Shah d'Iran est prêt à intervenir si le conflit tourne au profit des Baloutches. Et les Puissances Internationales ont peur du succès de cette guérilla qui ferait figure de symbole pour tous les mouvements de guérilla du monde.

Le F.I.P.B. est en fait complètement isolé et leur combat étouffé par la Société Internationale toute entière et la presse de tous les pays : conspiration du silence pour des hommes qui se battent pour leur liberté.

Emmanuel PELAGIE

ESPERANTO

LANGUE INTERNATIONALE

MAIS INCONNUE

L'Espéranto est une langue de synthèse des grandes langues de culture indo-européenne. C'est-à-dire que les éléments de la langue internationale n'ont pas été choisis au hasard mais à cause de leur présence dans beaucoup de langues ou de leur clarté. Les mots se construisent en Espéranto à partir de ces éléments par l'adjonction de préfixes ou suffixes, ainsi "mal" forme des contraires : honesta : honnête, mahonesta : malhonnête, rica : riche, malrica : pauvre, juna : jeune, maljuna : vieux, nova : neuf, malnova : vieux, (en français 3 mots à apprendre et 3 mots à notre disposition, en Espéranto 2 mots à apprendre et 4 mots que l'on peut utiliser). Avec "in" on forme les féminins : kato : chat, katino : chatte, bovo : boeuf, bovino : vache, Sinjoro : Monsieur, Sinjorino : Madame. A l'aide de "ist" on obtient le tenant d'une idée ou le professionnel : suo : chaussure, suisto : cordonnier, pano : pain, panisto : boulanger, meblo : meuble, meblisto : fabricant de meubles, tablo : table, tablisto : fabricant de tables. On voit dans ces exemples que l'Espéranto est à la fois beaucoup plus facile et plus précis que

le français. Cette façon de construire les mots rend l'Espéranto beaucoup plus proche de langues comme le turc, le chinois ou le japonais que des langues indo-européennes : l'Espéranto est bel et bien une langue universelle de par l'ensemble de ses éléments et de sa grammaire.

On remarquera d'ailleurs qu'il ne serait pas possible de trouver un nombre appréciable d'éléments communs aux différentes langues asiatiques ou africaines en dehors des mots imposés par la technique moderne (du genre radio télévision, téléphone, radar) que l'on retrouve bien sûr en Espéranto (radio, télévido, téléfono, radaro).

Indéniablement l'Espéranto a été mis au point par un idéaliste et il est certain qu'il est navrant de voir les peuples "murés dans leurs langages". Cependant les mass-média en général se gardent bien de rappeler qu'il existe un problème des langues dont la solution réaliste est l'Espéranto. On croit souvent que ce problème, s'il existe, est résolu grâce à l'anglais. Cependant l'anglais est une langue difficile à parler et à comprendre à cause de la place variable de l'accent tonique et de l'affaiblissement des sons en syllabes inaccentuées. De toute façon parler anglais avec un anglophone c'est, sur le plan psychologique, se mettre en état d'infériorité : par définition votre interlocuteur parle un anglais authentique et vous un anglais susceptible d'être incorrect du fait de votre propre langue. Par ailleurs si beaucoup de gens connaissent un peu d'anglais, rares sont ceux qui possè-

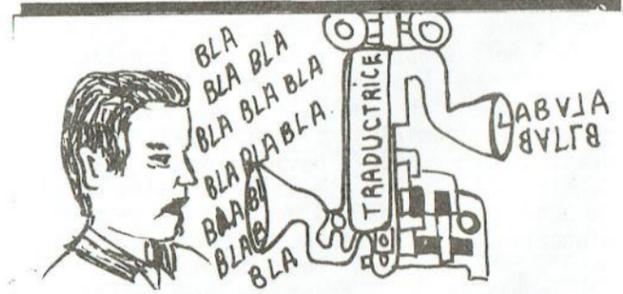
dent la langue à l'extérieur des pays anglo-saxons. Très souvent le vendeur sait quelques phrases mais ne peut parler d'un quelconque sujet en dehors de sa spécialité. Si l'élite de certains pays parle anglais il ne faut pas oublier qu'il y a plus de 800 000 000 d'analphabètes. En Afrique, l'on essaye tant bien que mal de remédier à l'analphabétisme tout en créant par ailleurs des barrières linguistiques par l'emploi de deux langues différentes français et anglais. Les progrès de la science et de la technique sont également freinés par la multiplicité des langues d'édition. Les experts de la C. I. A. (Central Intelligence Agency : Services de Renseignements Américains) ont reconnu que tout leur espionnage industriel avait eu moins de résultat que n'en aurait eu la traduction de tous les documents sortis d'U. R. S. S. L'Organisation Mondiale de la Santé (O. M. S.) a, dans ses conférences accepté l'arabe et le chinois comme langues de travail : coût 20 000 000 francs par an ! Ce qui a obligé l'O. M. S. à renoncer à 3 projets dont la lutte contre le trachome en Afrique. Résultat : chaque année 20 000 Africains de plus sont devenus aveugles, or il serait possible à tous les délégués de l'OMS d'apprendre l'Espéranto en moins d'un an ! Sur le plan européen le choix d'une langue nationale, l'anglais par exemple, créerait pour le pays qui la parle un avantage si considérable qu'on ne peut raisonnablement l'accepter :

-Economiquement : Facilité pour les ventes à l'exportation, avantage pour les maisons d'édition interprètes et traducteurs inutiles, tourisme linguistique.

-Politiquement : Accès aux postes clefs de l'administration européenne, facilité pour ceux parlant couramment la langue choisie en raison de leurs meilleurs résultats aux concours.

-Culturellement : Le poids de la culture anglo-saxonne deviendrait démesuré. On ne se rend pas compte généralement que la langue anglaise fourmille de citations bibliques. On oublie trop souvent que pour pratiquement tous les Anglais la monarchie est une chose naturelle et acceptée et partant il en est de même des privilégiés de la noblesse. Tout cela imprègne la presse et la littérature. Sur un plan à la fois économique et culturel et politique, il ne faut pas non plus mésestimer les faits que le choix de l'anglais comme langue européenne aggraverait considérablement le redoutable fuite des cerveaux vers les Etats-Unis, catastrophe qui touche la Grande-Bretagne, à un moindre degré les pays

Scandinaves et l'Allemagne et dont les pays latins (France en particulier) sont pour l'instant presque indemnes. Il faut aussi bien voir qu'apprendre une langue est une chose, s'en souvenir est une autre chose. En plus de ses nombreux voyages et contacts avec des anglophones, Valéry Giscard d'Estaing est obligé de converser chaque semaine avec un professeur américain pour entretenir son anglais. Beaucoup de gens, hélas, non pas les moyens (temps, argent, mémoire) d'entretenir ainsi leurs connaissances. Le bilinguisme n'est facile que pratiquer très jeune et entretenu quotidiennement, ce qui supposerait que l'anglais serait devenu langue nationale en France. Et dans ce cas, quelle langue apprendraient les immigrés ? Certainement plutôt l'anglais leur permettant d'aller par la suite dans un autre pays que la France, et non pas le français. Adopter l'anglais comme langue européenne, cela aurait pour conséquence qu'avant trois générations une forte proportion de citoyens français (immigrés, descendants d'immigrés, personnes peu douées pour les langues, etc...) ne parleraient pas le français, langue difficile et très peu rentable alors sur le plan professionnel (débutés limités à une partie de l'Europe). Ceci pour les citoyens français en ce qui concerne les habitants de notre pays. la situation serait bien pire et la quasi totalité des travailleurs étrangers parlerait anglais plutôt que français. Adopter l'anglais comme langue européenne amènerait ainsi en quelques décennies le quart de la population française à ne plus parler en français et l'enseignement de notre langue à l'étranger s'en ressentirait très cruellement (perte de prestige et d'utilité pour le français). Il ne faut pas se faire d'illusion, le problème des langues est tel qu'il faudra bien qu'il soit un jour résolu. S'il ne l'est pas au moyen de l'Espéranto, ce sera au moyen de l'anglais et on vient d'entrevoir les conséquences d'un tel choix, alors pourquoi ne pas choisir une langue neutre qui a fait ses preuves, une langue relativement facile à apprendre (une centaine d'heures d'étude pour se débrouiller) et très facile à retenir (construction systématique des mots-correspondances entre pronomciation et orthographe, aucune exception dans la grammaire !)



J. P. Boulet
Renseignements : Fédération Espérantiste de l'Auvergne et du Massif Central
7, avenue du Forez 63800 CURNON D'AUVERGNE
Tél : 34 90 60

8
Les Tribulations
de Coloji (suite)



Par Bléso

Le gouvernement met sur pied un vaste programme d'économies d'énergie : les piscines des milliardaires continueront d'être chauffées l'hiver grâce aux restrictions de chauffage dans les écoles. les chasseurs à réaction voleront très bas (c'est économique !!...) et les bretons se chaufferont à l'eau de mer



A suivre

L'ENERGIE NUCLEAIRE : UNE NECESSITE ?

DE 1973 A AUJOURD'HUI

Depuis le pari fou sur l'avenir engagé par le gouvernement Messmer en 1973, des voix se sont levées, toujours plus nombreuses, contre les choix de la France en matière énergétique. Les avis sont maintenant quasi-unanimes, même s'ils ne sont pas toujours avoués, pour reconnaître les dangers autant physiques que physiologiques que fait courir à la population la multiplication des centrales nucléaires. On insiste certes beaucoup moins sur les risques politiques inhérents à ce choix énergétique, mais il est normal, compréhensible, que les perspectives centralisatrices et policières qu'il implique n'effraient pas tout le monde. La radioactivité, elle, ne choisit pas ses victimes. Le cadre d'E.D.F. qui tente de la maîtriser, autant que le ministre qui l'impose, ne peuvent éluder le problème de ses dangers (voir les plans ORSEC-RAD).

Cependant, cette conscience du danger et de l'irréversibilité du choix ne semble pas amener le gouvernement à renoncer au nucléaire. Bien au contraire. Les impératifs qui l'ont imposé doivent être décidément plus forts que les risques qui en découlent. Une nécessité économique inéluctable semble devoir inscrire le nucléaire dans le destin de l'humanité. A entendre naïvement les discours officiels, on croirait volontiers que la survie de notre civilisation est liée au recours à l'énergie atomique. Tout semble justifier celle-ci : vous voulez garder votre voiture, vivre dans une maison chauffée et éclairée, pouvoir continuer à travailler, peut-être même élever un peu votre niveau de vie. Eh bien, oui quoi ! On veut être heureux ! Alors sachez qu'E.D.F. pense à vous. Son P.D.G. déclarait en 1975 que la consommation énergétique française triplerait d'ici à l'an 2000. L'énormité de ce chiffre, conjuguée avec la pénurie annoncée en pétrole, indiquait tout naturellement la voie à suivre : une ère du nucléaire s'ouvrirait faisant suite à l'ère du pétrole. Il n'y avait pas à discuter. Il fallait immédiatement mettre en chantier des centrales au rythme de 6 ou 7 par an. Cette précipitation et cette ardeur à poser les premières pierres de notre futur bonheur, ont pu faire illusion sur les économistes quelques temps. On n'en est plus là. La critique écologiste et politique se double maintenant d'une critique économique du choix nucléaire. Le nucléaire est-il cette solution

miracle à la crise énergétique actuelle ? Et puis, y a-t-il vraiment crise énergétique ?

CONTRADICTIONS ECONOMIQUES

On a fait état d'une myriade d'arguments soi-disant décisifs pour justifier a posteriori la production d'électricité de source nucléaire. Tous se sont révélés fallacieux.

L'indépendance énergétique : Peut-on avancer cet argument quand on sait que la France ne possède guère que 3% des réserves mondiales d'uranium, et que l'uranium enrichi dont elle a besoin est en totalité importé des Etats-Unis. Toutes des décisions françaises concernant l'utilisation de ce minerai doivent donc être soumises à l'accord des pays producteurs et des Etats-Unis. De fait, la dépense sera supérieure à celle que nous connaissons avec le pétrole.

Une énergie bon marché : On a pu le croire lors des premiers programmes et estimations, qui étaient autant de paris sans fondement. D'ores et déjà, le kWh nucléaire est plus cher que le kWh charbon et s'aligne sur le kWh pétrole. Encore faut-il remarquer que, dans cette estimation du kWh nucléaire, sont éliminés de nombreux facteurs que l'on ne peut encore évaluer financièrement (durée et entretien d'une centrale, démantèlement, retraitement, stockage des déchets, etc...). Il faudra bien un jour prendre en compte et chiffrer ces éléments sur lesquels on ferme aujourd'hui les yeux.

Une technologie fiable pour une énergie sûre : Que dire à ce sujet du centre de la Hague qui n'est parvenu jusque-là à retraiter qu'une infime partie de ce à quoi il s'est engagé avec E.D.F. et des pays étrangers ? Que dire des multiples incidents et accidents qui se sont déjà produits dans les centrales en France comme ailleurs ? Que penser du fonctionnement du surgénérateur de Malville, alors que tous les autres pays ont abandonné cette technique, mal connue et jamais expérimentée ?

Mais abandonnons les hypothèses pessimistes. Supposons que toutes les centrales fonctionnent à merveille. Un très gros problème subsiste pourtant : la rigidité de fonctionnement. Il n'y a pas de modulation possible du débit d'électricité d'une centrale nucléaire. Or, la consommation varie beaucoup suivant l'heure et la saison : elle est 3 ou 4 fois plus forte à un moment donné d'une journée de janvier qu'à un moment donné d'une nuit d'août. L'élec-

tricité n'est pas stockable. Comment dès lors concilier l'extrême rigidité de la production nucléaire avec la mobilité de la consommation, sinon en soumettant entièrement la consommation aux exigences de la production ? Le Dieu électrique régnera alors sur les hommes dans une société de gaspillage illimité.

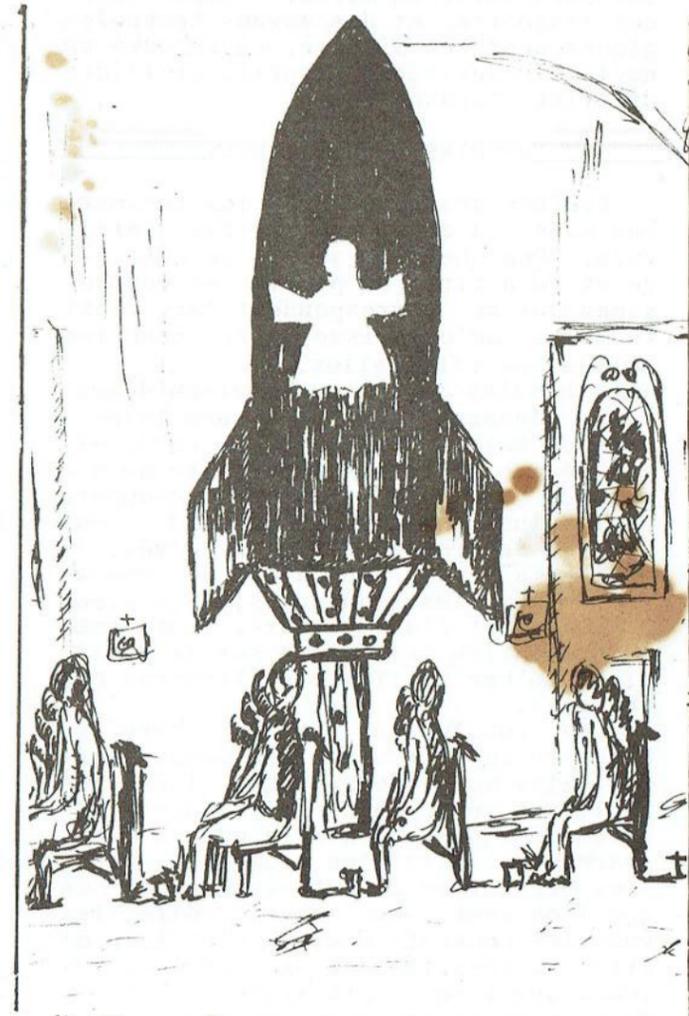
On le voit, la plus élémentaire réflexion métamorphose les prétendus avantages économiques de l'énergie atomique en inconvénients inévitables. Qui oserait soutenir que les prodigieuses dépenses consenties en ce domaine seront rentables un jour ?

ENERGIE ET BIEN-ETRE

Le nucléaire n'est donc pas cette panacée économique qu'on nous présente comme garantie de notre salut en ce bas monde. Mais ses défauts, ses dangers, ses inconvénients ne suffisent peut-être pas à l'éliminer comme solution, s'il y a vraiment crise économique.

Une opinion universellement répandue, accréditée et réactivée sans cesse autant par la propagande de l'état que par la publicité privée, voudrait que notre niveau de vie, notre bien-être, soit directement fonction de notre consommation d'énergie. Mieux vivre exigerait toujours plus d'énergie ; économiser un tant soit peu celle-ci, ce serait immanquablement se restreindre. Cette opinion, si elle est fondée pour les pays en voie de développement ne se justifie pas dans les sociétés modernes. Des chiffres le prouvent. Les Suédois vivent beaucoup mieux que les Américains, tout en consommant beaucoup moins d'énergie par habitant que ces derniers. Les Soviétiques consomment plus d'énergie que les Français en vivant moins bien. Les Suisses en consomment moins que nous en ayant un niveau de vie très supérieur, etc.. On se rend compte que le confort n'est pas tant fonction de la quantité que de la manière d'utiliser les ressources énergétiques.

On s'est aperçu en 73-74 que les gisements de pétrole n'alimenteraient pas éternellement le gaspillage occidental. Les prix ont augmenté et il a bien fallu se dire que l'ère de l'énergie bon marché était révolue. Un choix était nécessaire, choix qui concerne autant les pouvoirs chargés d'organiser l'économie nationale, que les citoyens dans leur vie de chaque jour : ou bien on poursuit dans la voie du gaspillage général sans se soucier de l'avenir, ou bien on utilise rationnellement l'énergie disponible. On connaît le choix des gouvernements : il n'est pas question de revoir notre mode de vie. Le gaspillage organi-



" Chers frères, prions... prions pour la paix éternelle !... "

sé est le nerf de l'économie capitaliste : il faut consommer pour pouvoir produire, rechercher le standing plutôt que le bien-être. Dans ces conditions, on peut certes parler de crise énergétique et entrer dans la très inquiétante ère du nucléaire. La technocratie impérialiste a choisi pour nous il revient maintenant à tous les citoyens de mettre en échec ses orientations. L'Union Fédérale des Consommateurs a prouvé, chiffres à l'appui, dans un dossier qui est un modèle du genre, que l'on peut éviter le nucléaire, sans aucune modification des structures économiques et sociales de la société (1). Il ne s'agit absolument pas de révolutionner le monde, mais de savoir si l'on fait de la production une fin en soi qui doit dicter un mode de vie inévitablement contraignant et aliénant, ou bien un moyen au service de bien-être des hommes. Dans cette dernière optique, la problématique est simple : après avoir mesuré les vrais besoins, on s'attachera à

les satisfaire au mieux, compte tenu des ressources et des moyens technologiques dont on dispose. Le recours au nucléaire deviendra inutile et l'idée de crise s'évanouira.

BESOINS ET RESSOURCES

Evaluer les besoins et les ressources sans un chiffrage précis serait vain. "Que Choisir" a fait ce chiffrage et en a tiré de précieuses conclusions qui ne correspondent pas, c'est le moins qu'on puisse dire, avec les prévisions officielles.

-Les besoins : La consommation domestique d'énergie en 2000 sera inférieure de moitié aux chiffres officiels malgré une élévation importante du niveau de vie. L'industrie ne consommera guère plus d'énergie qu'aujourd'hui grâce à des rendements plus élevés. On assistera même à une baisse de consommation pour les transports, le secteur tertiaire et l'agriculture. Toute cette évaluation est fondée sur la possibilité d'une meilleure utilisation des énergies.

Les conclusions de "Que Choisir" mises en rapport avec les données officielles sont étonnantes : il est possible, en recherchant l'efficacité, d'économiser plus d'énergie que le programme nucléaire n'en promet.

-Les ressources : contrairement à ce que l'on veut nous faire croire, les énergies conventionnelles sont loin d'être épuisées. Il est aujourd'hui reconnu que l'on a précipité le déclin du charbon au profit du pétrole, alors que les gisements de charbon demeurent considérables. De même aujourd'hui pour le pétrole qu'on veut remplacer par l'atome. Même si elles seront plus coûteuses à exploiter qu'auparavant, les réserves d'hydrocarbures sur le globe restent énormes.

Mais il est une énergie que l'on pourrait presque qualifier de miracle, si les pouvoirs publics ne mettaient pas un tel empressement à en neutraliser les possibilités d'exploitation. C'est le solaire, qui ne pollue pas, est inépuisable et pour lequel nous possédons déjà la technique requise. On pourrait citer encore la géothermie, le vent, la géopression, le biométhane, etc...

Imprimerie GUERIAUD 03120 LAPALISSE
Directeur de Publication MERCIER J.
Dépôt Légal : 1er Trimestre 1979
N° de Commission paritaire : 60630
Abonnements-Correspondance :
Silbino FANJUL - le petit Gizat
03140 Chantelle
Editions ATELIER POPULAIRE
40 Rue Cavy 03 Bellerive Sur Allier

Tous les spécialistes s'accordent aujourd'hui pour dire que les ressources sont importantes au vu des besoins si ceux-ci sont raisonnablement définis (2). Mais plus encore que dans ce rapport de grandeur entre les ressources et les besoins, entre l'offre et la demande, la clef du mystère énergétique se trouve dans une adaptation intelligente des différents types d'énergie aux différents besoins. En prônant le tout-électrique, l'utilisation de l'électricité pour tous les usages, le gouvernement et E.D.F. vont à l'encontre de ce principe d'économie. Ainsi, les besoins de chaleur constituent les 4/5 de nos besoins d'énergie, chaleur que l'on va produire avec de l'électricité après avoir produit de l'électricité avec de la chaleur (centrales thermiques). Or les deux transformations se font avec de grosses pertes. L'électricité est certes nécessaire pour les usages "mouvement" et "très hautes températures". Mais une grande partie des usages "chaleur" par exemple ne nécessite aucunement le concours d'E.D.F.. Le solaire, la géothermie, les combustibles traditionnels offrent des possibilités beaucoup plus satisfaisantes de ce point de vue. Une politique rationnelle de l'énergie, c'est d'abord définir pour chaque usage spécifique l'énergie la plus appropriée. La diversification et la décentralisation sont les conditions sine qua non de l'économie.

CONCLUSION

Parler aujourd'hui de crise énergétique, c'est accepter comme rendement de notre société le gaspillage et l'irrationalité économique. En fait de crise, nous n'assistons guère aujourd'hui qu'à une restructuration des rapports capitalistes mondiaux, qui passe par l'ultra-centralisation énergétique permise par le nucléaire. Toutes les motivations techniques ou économiques justifiant le choix nucléaire ne sont que les marques d'une implacable volonté politique. Aussi n'est-il pas difficile de les faire éclater et d'en dévoiler les contradictions. Alors, re-surgit le vrai problème, qui relève des procédés de domination en "société libérale avancée!"

KAL

(1) ; revue "Que Choisir" - n° spécial énergie : "peut-on stopper le nucléaire ?"

Disponible à l'union des consommateurs Vichy
34 av. de Russie 03 - Bellerive sur Allier

(2) : "Va-t'on vers une surabondance d'énergie ?" - Le monde, mi-septembre.